



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politiques communautaires

Question au Gouvernement n° 1880

Texte de la question

NOUVEAU CYCLE EUROPÉEN

M. le président. La parole est à M. Olivier Dussopt, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Olivier Dussopt. Monsieur le Premier ministre, vous l'avez dit à l'instant, et dimanche déjà : le résultat des élections européennes apparaît comme un séisme, tant par l'importance de l'abstention que par les choix exprimés et le résultat de ce scrutin.

Les explications sont nombreuses et nous devons les regarder en face, comme vous l'avez fait, en ayant en tête qu'il s'agit d'un vote sanction contre l'Europe, souvent vue comme trop austéritaire et pas assez solidaire. C'est aussi un vote d'exaspération de nos concitoyens, qui souffrent et qui demandent depuis très longtemps de meilleurs résultats en matière d'emploi, de protection et de pouvoir d'achat. Un vote de colère, enfin, face à la misère sociale et au sentiment des Français que l'action politique est trop souvent impuissante à changer le cours de leur vie.

Nos concitoyens veulent une Europe qui protège notre industrie, mais aussi qui encadre les flux financiers ; une Europe qui fasse le choix de l'emploi, de l'investissement et de la croissance ; une Europe qui conforte notre modèle social et qui permette à tous les salariés d'avoir de nouveaux droits ; une Europe qui protège son environnement et qui refuse de le sacrifier sur l'autel du libéralisme ; une Europe, enfin, qui mobilise tous ses outils pour le développement économique, et qui n'hésite pas pour cela à réinterroger sa politique monétaire.

La France, depuis deux ans, défend ces sujets avec force sur la scène européenne et ailleurs, et a obtenu des avancées qu'il faut souligner : sur la question des travailleurs détachés, sur la politique agricole commune, le programme d'aide alimentaire ou encore l'encadrement des activités financières.

Vous avez dit, monsieur le Premier ministre, vouloir amplifier le mouvement de baisse des impôts pour les ménages et de revalorisation de leurs revenus. Cela nous paraît essentiel et nécessaire. En cohérence avec les mesures que vous avez annoncées, et alors que s'ouvre cette semaine un nouveau cycle européen, votre gouvernement doit défendre plus fortement encore l'idée d'une nécessaire réorientation de la politique menée par la Commission et par l'Union européenne.

Pouvez-vous, monsieur le Premier ministre, préciser à l'Assemblée nationale quelles seront les priorités de votre gouvernement et du Président de la République dans les discussions qui s'ouvrent cette semaine à Bruxelles ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe écologiste.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, quelques heures ou quelques jours après ce scrutin, je veux affirmer ici ma conviction, notre conviction, profondément européenne, et répéter une nouvelle fois qu'en dépit des doutes légitimes de beaucoup de nos concitoyens qui voient l'Europe comme trop lointaine, trop bureaucratique et pas assez efficace, le destin de la France est dans l'Europe.

Il est vrai qu'une part importante de nos compatriotes a voté contre l'Europe, ou contre une certaine Europe. Mais, au moment où des millions d'Ukrainiens votent pour la démocratie, au moment où des risques apparaissent aux frontières de l'Union européenne, je veux affirmer ma foi et ma conviction dans une Europe plus forte, plus solidaire, plus généreuse, plus proche de nos concitoyens. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

N'oublions jamais ce que l'Europe nous a apporté. Et, au moment où – le ministre de l'intérieur l'a rappelé – l'antisémitisme, le racisme, la haine de l'autre, la xénophobie, le rejet de l'autre prospèrent, pas seulement en France, mais partout en Europe, il importe, au-delà même des résultats, de ne pas céder sur les valeurs. Quel que soit le résultat, il ne faut jamais céder sur les valeurs, et ces valeurs sont celles de la France dans l'Europe. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs des groupes RRDP et écologiste.)*

Bien évidemment, aimer l'Europe, la chérir, avoir la conviction que le destin de la France est dans l'Europe, c'est aussi, vous l'avez dit, la réorienter. Et c'est évidemment ce que le Président de la République dira aujourd'hui encore à Bruxelles. C'est aussi dans ce sens que sera dirigée l'action du Gouvernement.

Nombreux sont d'ailleurs ceux qui souhaitent cette réorientation de l'Europe, d'abord pour que la priorité soit donnée à la croissance et à l'emploi, ensuite pour que les grands dossiers de demain, qui concernent l'avenir de l'Europe, et donc de la France - je pense aussi bien à l'énergie qu'au numérique - soient davantage pris en compte, enfin pour que les outils que nous devons nous donner pour soutenir la croissance et l'emploi et pour financer de grands investissements - je pense notamment à la politique monétaire et au change - soient profondément modifiés. Tel sera, monsieur Dussopt, l'engagement du Gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC sur plusieurs bancs du groupe RRDP.)*

Données clés

Auteur : [M. Olivier Dussopt](#)

Circonscription : Ardèche (2^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1880

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mai 2014](#)